

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du Service Economique Régional de Buenos Aires
En collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 23 août au 5 septembre 2024

Argentine – L'accumulation de devises faiblit, la sortie du CEPO s'éloigne ?

Alors que le 2 septembre, les autorités argentines ont abaissé l'impôt PAIS de 17,5 % à 7,5 %, la question de l'accumulation de réserves de change et de l'ouverture de l'accès aux devises revient au premier plan. Pour rappel, cet impôt agit comme une taxe sur l'accès aux devises, avec notamment pour objectif de renchérir le coût d'importation en Pesos et les réduire. Si le dessein de cette mesure de relancer l'activité économique s'est rapidement reflété sur les marchés boursiers (hausse de l'indice S&P Merval de +12 % entre le 26 août et le 4 septembre), les conséquences sur l'accumulation des réserves seraient négatives, en raison de la hausse attendue des importations.

LE CHIFFRE A RETENIR

52 %

Taux de pauvreté estimé sur le premier semestre 2024 d'après l'ODSA

Dans les premiers mois de l'année, la Banque Centrale (BCRA) avait pu accroître fortement son stock de devises, grâce aux excédents commerciaux dégagés avec la dévaluation du Peso de 54 % en décembre, à laquelle se sont ajoutées des mesures ad hoc (taux de change préférentiel pour les exportateurs, hausse de l'impôt PAIS), et aux bonnes récoltes agricoles. Sur les sept premiers de l'année, l'excédent commercial a atteint 12,2 Mds USD, contre un déficit de -5,1 Mds USD l'an passé. En conséquence, les réserves de change brutes étaient passées de 21 Mds USD en novembre à 28 Mds en juillet, et les réserves nettes de -11 Mds USD à positives. Mais ces derniers mois, le rythme d'accumulation a ralenti, en raison d'échéances de dette externe et d'exportations agricoles moins élevées que prévu, en ligne avec la chute des cours agricoles. En outre, si le système de paiement des importations, mis en place en décembre, en quatre versements (de 1 à 4 mois après l'entrée en douane), avaient mécaniquement gonflé les réserves sur les quatre premiers mois, les effets se sont estompés par leur paiement désormais complet, et les réserves brutes plafonnent sous les 28 Mds USD. La reprise des achats de USD en août par la BCRA, après avoir été vendeuse nette en juin et juillet, est en partie liée au report d'importations, dans l'attente de la réduction de l'impôt PAIS.

Or, selon certains analystes, cette baisse de l'impôt PAIS, et le regain d'activité attendu, engendrerait une hausse de 1 Md USD par mois des importations argentines (6 Mds USD d'importations mensuelles depuis le début d'année). Alors que début septembre, les réserves nettes étaient de nouveau en territoire négatif, à environ -3 Mds USD, elles pourraient continuer à se contracter et atteindre jusqu'à -10 Mds USD en fin d'année, selon certaines estimations. Avec la liquidation des exportations agricoles de la saison 2024 touchant à sa fin (il resterait environ 7 Mds USD d'exports), les leviers pour accroître les réserves de devises, sans pénaliser l'activité économique ou exacerber l'inflation, s'amenuisent. Cette semaine, l'ancien Président de la BCRA, de 2004 à 2010, M.Redrado, alertait notamment sur le niveau des réserves mobilisables à court-terme en cas de choc externe, qui s'établirait à 900 M USD. Bien que le régime de régularisation des actifs (*Blanqueo*) devrait permettre des entrées de devises (3 Mds USD selon lui), le stock de réserves ne devrait pas atteindre un niveau suffisant pour sortir, à court-terme, du régime de contrôle du change (Cepo), mesure très attendue par les milieux d'affaires argentins.

Si le commerce extérieur ne permettrait pas un accroissement significatif des entrées de devises dans les prochains mois, les autorités semblent miser sur les investissements étrangers, à travers le régime d'incitation aux investissements, le RIGI. Celui-ci prévoit une série de mesures incitatives inédites en Argentine, en particulier sur l'accès au marché des changes. Le 29 août, la BCRA a ainsi annoncé deux facilités d'accès au marché des changes pour les projets ayant adhéré au RIGI : une exemption progressive de l'obligation de liquider les exportations et un accès préférentiel au marché des changes pour le paiement des prêts, des intérêts, des bénéfices et des dividendes à l'étranger.

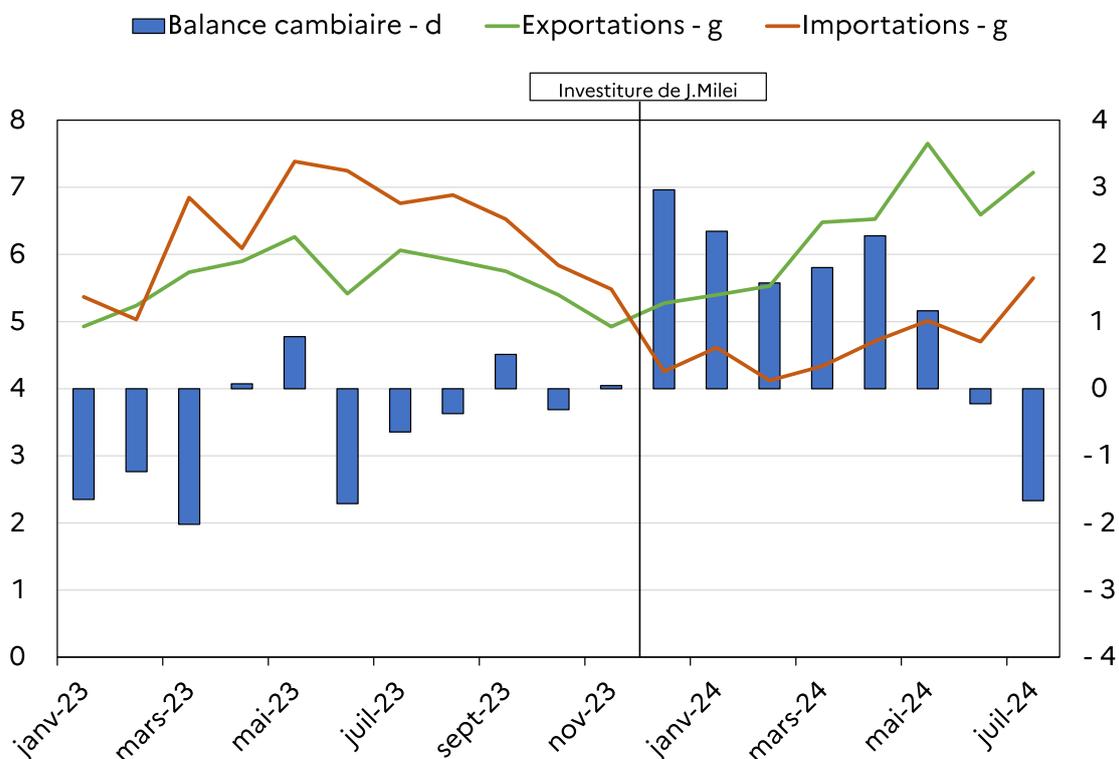
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2023	-1,6%	0,2%	4,7%	0,4%
Inflation (fin de période)	2023	211,4%	3,9%	3,7%	5,1%
Solde budgétaire (% du PIB)	2023	-4,3%	-2,5%	-4,5%	-3,1%
Dette publique (% du PIB)	2023	154,4%	39,4%	40,3%	60,3%
Solde courant (% du PIB)	2023	-3,5%	-3,6%	0,2%	-3,9%
Dette extérieure (% du PIB)	2023	113,7%	73,1%	32,6%	67,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2024	161,3%	3,8%	4,0%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-2,8%	1,9%	3,8%	3,7%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-3,5%	2,5%	3,8%	3,5%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,0%	2,5%	3,8%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	3,4%	2,0%	4,0%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2023	655	335	43,8	77,2
Population (millions)	2023	46,7	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Solde commercial et balance cambiaire (Mds USD)



Sources : INDEC, BCRA, DG Trésor

ARGENTINE

Près d'un Argentin sur cinq en situation d'extrême pauvreté selon l'ODSA

D'après l'Observatoire de la dette sociale de l'Université Catholique Argentine (ODSA), la pauvreté touche 52 % de la population au premier semestre 2024, le niveau le plus élevé depuis 2004.

L'étude pointe surtout une forte hausse depuis la fin d'année 2023 : au T3 2023, le taux de pauvreté était de 45 % et 3 millions d'Argentins auraient ainsi basculé dans la pauvreté. Basée sur une enquête auprès des ménages, l'ODSA définit la pauvreté monétaire à partir du niveau de revenu des ménages en comparaison des dépenses de base. Avec 80 % de hausse des prix sur le premier semestre, en ligne avec la dévaluation de décembre 2023 et la dérégulation des prix, les effets de l'inflation sur les revenus réels ont fortement touché une large partie de la population. Pour le premier semestre, le taux de pauvreté correspond à la moyenne des études réalisées au premier trimestre (55 %) et le deuxième (49 %). Cette baisse trimestrielle s'explique par la chute de l'inflation et l'augmentation des salaires du secteur privé formel, bien que cela n'ait pas été le cas pour les travailleurs des secteurs public et informel.

Surtout, d'après l'ODSA, le taux d'indigence, ou de de pauvreté extrême a explosé, atteignant 18 % de la population, contre 12 % fin 2023 (+2,7 M de personnes). Le taux d'indigence correspond aux personnes et/ou ménages qui n'atteignent pas le revenu mensuel nécessaire pour pouvoir acheter le panier alimentaire de base (équivalent de 2,75 USD/jour/personne). En conséquence, l'insécurité alimentaire est en forte hausse, et touche principalement les plus jeunes : 32 % des enfants et adolescents sont en situation d'insécurité alimentaire.

Malgré tout, l'étude souligne l'importance de la hausse des aides sociales, ciblant les plus vulnérables: sans ces augmentations, le taux

d'indigence aurait atteint 25 % de la population.

Par exemple, face à la hausse des prix alimentaires, le gouvernement a réajusté plusieurs fois la « *Tarjeta Alimentar* » (aide pour les ménages pauvres avec enfants), principale subvention pour l'alimentation pour 4 M de personnes. Le taux de pauvreté reste loin des niveaux critiques suite à la crise de 2001-2002, en raison d'un taux de chômage plus faible. Si la pauvreté apparaît en baisse au deuxième trimestre, en ligne avec la chute de l'inflation, mais les dynamiques du marché du travail, avec une hausse du chômage suite à la chute d'activité, laissent craindre le maintien d'un taux de pauvreté élevé dans les prochains mois.

Visite du Secrétaire Général de l'OCDE pour accélérer le processus d'adhésion de l'Argentine

Les 29 et 30 août, le Secrétaire Général de l'OCDE, Mathias Cormann, a effectué une mission en Argentine dans le cadre de la demande d'adhésion du pays à l'organisation internationale, rencontrant différents membres du gouvernement, notamment Diana Mondino, Ministre des affaires étrangères. L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques est une organisation intergouvernementale regroupant 38 pays disposant d'un système politique démocratique et d'une économie de marché, jouant essentiellement le rôle d'assemblée consultative. Alors que l'institution s'ouvre de plus en plus aux économies émergentes, avec l'adhésion récente de la Colombie en 2020, et du Costa Rica en 2021, J.Milei avait affiché, dès son arrivée au pouvoir, sa volonté d'entrer dans l'OCDE.

Si J.Milei avait lancé la demande à l'OCDE dès le lendemain de son investiture, le 11 décembre 2023, le processus d'adhésion est particulièrement long : dans la presse argentine, Mathias Cormann rappelait que les dernières adhésions ont nécessité entre 5 et 8 ans. Soulignant l'engagement de

l'administration argentine, il a détaillé le processus d'évaluation technique pour permettre l'adhésion. Celui-ci passe par une évaluation de 26 comités thématiques, portant sur les normes de transparence, de régulation économique, environnementales etc. La première étape sera la présentation par les autorités argentines d'un mémorandum, consistant en une autoévaluation du chemin à parcourir entre la situation argentine et les standards de l'OCDE, et qui sera envoyé d'ici la fin d'année 2024. L'Argentine devra ensuite mettre en place ces réformes pour s'aligner sur les standards.

CHILI

Hyvolution Chile 2024: grande présence française en cette seconde édition chilienne du Salon international de l'hydrogène vert

Du 3 au 5 septembre 2024, le Chili a accueilli la seconde édition d'Hyvolution, premier salon mondial exclusivement consacré au développement du secteur de l'hydrogène.

Organisé par l'agence événementielle française GL Events et H2 Chile (association chilienne de l'hydrogène) en lien avec France Hydrogène, le salon Hyvolution Chile est une extension du format tenu à sept reprises en France et pour la seconde fois organisé à Santiago (une édition est prévue en 2025 au Québec).

Le Salon a tenu ses promesses avec près de 140 d'entreprises exposantes – dont une vingtaine de sociétés françaises rassemblées sous le pavillon de la CCI France-Chili et du MEDEFi – et une vingtaine de pays représentés pour un nombre de 1500 visiteurs attendus. Pendant les trois jours de salon, des panels de haut-niveau, des ateliers et des présentations techniques ainsi que des événements de networking ont permis aux acteurs du secteur de consolider leur vision stratégique et d'échanger avec leurs partenaires.

Le Salon a été inauguré par le Président de la République, Gabriel Boric, qui a rappelé l'importance du secteur de l'hydrogène pour le Chili. Il a indiqué que la stratégie nationale, adoptée en 2021, et déclinée dans le plan d'action

2023-2030 publié en mai dernier était « une stratégie d'État ». Dans son discours, il a mis l'accent sur la prise en compte des communautés locales et la création de retombées économiques et technologiques concrètes pour le pays, tout en promettant des efforts supplémentaires sur les délais d'instructions des concessions pour les ports et les infrastructures nécessaires au développement de la filière. Il a enfin particulièrement insisté sur l'importance de donner des certitudes aux investisseurs internationaux quant à la stabilité du cadre réglementaire chilien.

Cette édition a mis la France à l'honneur: l'Ambassadeur Cyrille Rogeau ayant signé une déclaration d'intention avec Diego Pardow, Ministre de l'Énergie du Chili, pour soutenir la coopération en matière de formation technique et professionnelle dans l'industrie de l'hydrogène vert et bas carbone au Chili (juste avant la séance inaugurale en présence du Président Boric). Ce texte donne un cadre pour la création de partenariats durables dans la formation de techniciens mais aussi des formateurs, dont l'état de développement est aujourd'hui insuffisant au Chili.

L'Ambassadeur français et le Ministre de l'Énergie ont également ouvert la 4^{ème} session du groupe de travail franco-chilien sur l'hydrogène bas-carbone, présidé par l'Expert technique international Loïc Lespagnol. Cette réunion entre administrations, industriels et institutions du secteur de l'hydrogène a permis de faire un point sur l'état d'avancement des projets hydrogène au Chili (H2 Chile), évoquer les modalités de financement de ces projets (BPI France), l'importance de la formation et le partage d'informations (Assemblée des directeurs d'IUT, International Partnership for Hydrogen and Fuel Cells in the Economy) tout en rappelant l'implication des autorités et des institutions françaises dans le développement du secteur (interventions de la DGEC, Institut français, France Hydrogène...).

Commerce extérieur: les exportations chiliennes progressent grâce aux secteurs minier et agricole

Au deuxième trimestre, les exportations chiliennes augmentent en glissement annuel pour s'établir à 24,4 Mds USD, portées par le dynamisme des secteurs minier et agricole. Le 23 août, la Banque centrale du Chili a publié les chiffres du commerce extérieur pour le deuxième trimestre 2024, faisant état d'une progression de 6,6 % par rapport au deuxième trimestre 2023. Les produits miniers, qui représentaient plus de la moitié des exportations chiliennes en 2023 (55 %), progressent de 12,3 % pour atteindre 15,4 Mds USD. Cela s'explique principalement par les niveaux records atteints par le cours du cuivre au deuxième trimestre. Les exportations de produits de l'agriculture et de l'élevage¹ progressent également de 9,5 %, à 1,6 Mds USD, tandis que les exportations industrielles diminuent de 4,2 %, à 7,4 Mds USD, pénalisées par la chute des prix des produits du lithium (-85 % en glissement annuel).

Du côté des importations, la chute des importations agricoles et industrielles (de respectivement -5,8 % et -10,4 %) entraîne une nette diminution des importations chiliennes, de 5,3 % par rapport à 2023, à 20,1 Mds USD. Malgré la reprise de l'investissement dans les machines et équipements industriels, la demande reste très inférieure aux niveaux observés depuis la fin d'année 2021 (-41,5 % en g.a. pour les machines du secteur des mines et de la construction, et -30,7 % pour les moteurs, générateurs et transformateurs électriques).

Au niveau géographique, les exportations progressent avec l'ensemble des grands partenaires du Chili (+ 8,7 % avec le continent américain, à 8,0 Mds USD ; + 5,0 % avec l'Asie, à 13,4 Mds USD et +9,8 % avec l'Europe, à 2,8 Mds USD). Les importations diminuent avec l'ensemble de ces régions, notamment avec la Chine (-8,2 %) et les Etats-Unis (-8,1 %). Les exportations vers la France atteignent un nouveau record trimestriel, à 305 M USD (+11,2 % en g.a.) avec une nette augmentation des exportations de cathodes en cuivre (+34,6 %, à 208 M USD), utilisées notamment dans le processus d'électrolyse pour la production d'hydrogène bas-carbone. Les importations chiliennes depuis la France résistent mieux que depuis les autres partenaires du Chili (+1,2 % à 309 M USD),

notamment grâce aux ventes de véhicules utilitaires, de produits médicaux et vétérinaires.

URUGUAY

Google ouvre un nouveau data center à Canelones consolidant l'Uruguay comme hub technologique

Google renforce sa présence en Amérique latine avec un investissement de 850 MUSD en Uruguay, destiné à la construction d'un nouveau centre de données à Canelones. Ce projet, qui s'étalera sur une superficie de 30 hectares, marque la création du deuxième data center de Google dans la région après celui de Quilicura au Chili. Le centre de Canelones témoigne de l'engagement de Google à renforcer son infrastructure technologique pour répondre à la demande croissante de services de *cloud computing*, de stockage de données, et d'intelligence artificielle en Amérique latine, soutenant ainsi la transformation numérique des entreprises et des institutions publiques locales.

L'Uruguay est un choix stratégique pour Google en raison de ses atouts en matière d'énergie renouvelable et de sa stabilité économique. Le pays offre une infrastructure robuste, soutenue par une électricité produite à 100% à partir de sources renouvelables, un facteur clé pour les opérations énergivores des centres de données. Le gouvernement uruguayen, en particulier le ministre de l'Industrie, Omar Paganini, voit dans ce projet une confirmation de la position du pays comme hub technologique. De plus, le climat politique stable et les politiques économiques favorables aux investissements étrangers ont renforcé l'attractivité de l'Uruguay aux yeux des grandes multinationales comme Google.

Ce projet est également une opportunité économique significative pour l'Uruguay, avec la création de 800 emplois durant la phase de construction et de 50 postes permanents une fois le centre opérationnel. Le centre de données

¹ Agriculture, fruiticulture, élevage, sylviculture et pêche extractive

utilisera une technologie avancée de refroidissement à l'air, qui réduit la consommation d'eau, démontrant l'engagement de Google en matière de responsabilité environnementale. En renforçant son infrastructure en Amérique latine, Google vise à soutenir le développement d'un écosystème numérique dynamique, tout en consolidant l'Uruguay comme un acteur central dans l'économie numérique mondiale, attirant potentiellement d'autres investissements technologiques à l'avenir.